



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1998/401
18 mai 1998
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 15 MAI 1998, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'EX-RÉPUBLIQUE YUGOSLAVE
DE MACÉDOINE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 15 mai 1998 qui vous est adressée par S. E. M. Blagoj Handziski, Ministre des affaires étrangères de la République de Macédoine, concernant la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU). Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter la teneur de cette lettre à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur

(Signé) Naste CALOVSKI

ANNEXE

Lettre datée du 15 mai 1998, adressée au Secrétaire général
par le Ministère des affaires étrangères de l'ex-République
yougoslave de Macédoine

J'ai l'honneur de vous donner les assurances de ma très haute considération et de saisir cette occasion pour vous exposer nos arguments en faveur du maintien de la Force de déploiement préventif des Nations Unies (FORDEPRENU) en République de Macédoine après le 31 août 1998.

Comme on le sait, le Conseil de sécurité, sur la base de notre lettre du 3 novembre 1997, dans laquelle, après avoir exposé en détail nos arguments, nous demandions la prorogation du mandat de la FORDEPRENU en République de Macédoine, et sur la base de votre rapport du 20 novembre 1997 (S/1997/911), a adopté le 4 décembre 1997 la résolution 1142 (1997).

Dans cette résolution, le Conseil de sécurité :

1. A décidé de proroger le mandat de la FORDEPRENU jusqu'au 31 août 1998, la composante militaire devant se retirer immédiatement après;

2. A prié le Secrétaire général de lui faire rapport le 1er juin 1998 au plus tard sur les modalités d'achèvement des opérations de la FORDEPRENU, y compris les mesures concrètes en vue du retrait intégral de la composante militaire après le 31 août 1998, et de lui présenter des recommandations sur la forme de présence internationale qui serait la plus appropriée pour la République de Macédoine après cette date.

De toute évidence, le Conseil de sécurité avait tenu compte de vos observations sur l'évolution positive de la situation dans la région, en particulier la stabilisation de la situation en Albanie, ainsi que de votre opinion selon laquelle la paix et la stabilité dans la République de Macédoine demeurent largement tributaires de l'évolution de la situation dans le reste de la région. Au paragraphe 24 de votre rapport, vous aviez repris la plupart des arguments exposés dans notre lettre, lesquels faisaient ressortir, entre autres choses, la possibilité d'une évolution négative de la situation dans certaines parties de la région, en particulier au Kosovo, et ces facteurs d'instabilité externes vous avaient amené à conclure que "... si aucun de ces éléments ne représente une menace immédiate à la paix et à la stabilité dans le pays hôte, globalement, ils mettent en lumière l'imprévisibilité des événements échappant au contrôle des autorités du pays hôte et les dangers que cela implique".

Regrettablement, votre préoccupation tant au sujet de l'imprévisibilité des événements que des dangers que cela implique et notre inquiétude de voir la situation se détériorer encore dans certaines parties de la région, en particulier dans le nord, étaient justifiées.

Malgré les efforts que nous faisons pour maintenir une coopération ouverte avec tous les pays voisins, efforts qui se sont traduits par une amélioration notable des relations de la République de Macédoine avec la République hellénique et, en particulier, avec la République d'Albanie, reste à résoudre le

/...

problème de la délimitation de la frontière d'État entre la République de Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie, problème qui, vu l'évolution actuelle de la situation au Kosovo, qui longe une partie de cette frontière, a pris des dimensions tout à fait différentes et dangereuses.

En outre, malgré l'engagement globalement pris par la communauté internationale, en particulier l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), l'Union européenne et le Groupe de contact, et leurs recommandations tendant à ce que s'instaure un dialogue, sans conditions préalables, aux fins d'un règlement politique de la crise au Kosovo, et malgré l'appui entier des pays de la région, y compris la République de Macédoine, et leur approche constructive, la situation continue de se détériorer au Kosovo, laissant craindre des affrontements militaires directs qui pourraient se propager dans toute la région et la déstabiliser, ce qui aurait des conséquences terribles pour la paix et la stabilité dans toute l'Europe.

La République de Macédoine a, ces dernières années, consacré des efforts considérables à la protection de sa frontière avec la République d'Albanie et, en particulier, la partie de sa frontière avec la République fédérale de Yougoslavie qui fait face au Kosovo; jusqu'à présent, ces efforts ont donné les meilleurs résultats et ont permis à la fois de protéger la frontière et de prévenir les incursions illégales et les transferts d'armes clandestins éventuels en provenance de la République d'Albanie. Je voudrais souligner à cet égard l'importance exceptionnelle de la coopération apportée par la mission de l'OSCE, la Mission de surveillance de la Commission européenne et, en particulier, la FORDEPRENU dans la République de Macédoine et aussi appeler l'attention sur tous leurs rapports confirmant que la sécurité est maintenue le long de ces frontières.

Je voudrais en particulier vous informer que le Gouvernement de la République de Macédoine a pris une série de mesures visant à assurer l'application intégrale de la résolution 1160 (1998) du Conseil de sécurité, en date du 31 mars 1998, dans laquelle le Conseil a imposé un embargo sur les armes de tous types à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie.

Je voudrais une fois de plus exprimer ma gratitude à l'Organisation des Nations Unies et au Conseil de sécurité ainsi qu'à tous les pays qui ont contribué au déploiement de cette mission, qui a été, sans doute aucun, l'une des missions des Nations Unies les plus réussies; elle a joué un rôle de tout premier plan dans la stabilisation de la situation le long de nos frontières au nord et à l'ouest et a constitué depuis sa création un facteur de dissuasion aussi bien que de stabilisation pour l'ensemble de la région. Plusieurs éléments ont contribué de façon cruciale à son efficacité : l'existence d'un mandat clairement défini, le professionnalisme de tous les participants, originaires de tous les pays, la structure de la composante militaire de la mission, ainsi qu'une remarquable coopération entre ses dirigeants civils et militaires et les institutions de la République de Macédoine, en particulier le Ministère de la défense et celui de l'intérieur. C'est essentiellement pour ces raisons que la FORDEPRENU a été saluée par tous les citoyens de la République de Macédoine et que ses membres ont été considérés comme de véritables missionnaires oeuvrant au service de la paix.

/...

Compte tenu des éléments suivants :

- L'évolution négative de la situation au nord de notre frontière, en particulier au Kosovo, et le risque d'affrontements militaires directs;
- Le fait que la frontière entre la République de Macédoine et la République fédérale de Yougoslavie n'est pas encore délimitée;
- Les tensions le long de la frontière albano-yougoslave, qui pourraient à long terme être une source d'instabilité,

la paix et la stabilité des pays voisins, et celles de la République de Macédoine, pourraient être compromises, c'est pourquoi nous estimons que si les opérations de la FORDEPRENU doivent prendre fin le 31 août, et en particulier si sa composante militaire doit être retirée, un vide se produira inévitablement du point de vue de la sécurité, non seulement le long de nos frontières au nord et à l'ouest, mais aussi au-delà de celles-ci.

Nous espérons que l'Organisation des Nations Unies de même que les États membres du Conseil de sécurité prendront en considération les facteurs d'instabilité susmentionnés, en particulier ceux constatés au nord de nos frontières, et adopteront une résolution pour maintenir la FORDEPRENU en République de Macédoine avec le même mandat, la même structure et la même proportion entre le bataillon nordique et le bataillon des États-Unis, pour une période de six mois après le 31 août 1998.

Conformément à la résolution 1110 (1997) du Conseil de sécurité, en date du 28 mai 1997, les effectifs de la composante militaire, qui étaient initialement de 1 050 hommes, ont été réduits de 300 hommes et sont actuellement de 750 hommes.

Nous estimons qu'au cas où la situation au Kosovo continuerait à se détériorer, les experts militaires de la FORDEPRENU, en coopération avec les autorités de la République de Macédoine et en accord avec elles, devraient envisager sérieusement la possibilité de renforcer la composante militaire, tout en maintenant sa structure actuelle et la proportion existante entre le bataillon nordique et le bataillon des États-Unis.

(Signé) Blagoj HANDZISKI
